

UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Centre de droit privé



Rapport de recherche - Année 2023



Table des matières

I. Présentation du centre et de ses membres.....	3
II. Thèses de doctorat et recherches post-doctorales	5
III. Revue scientifique ou direction de collection dont le centre a la (co-responsabilité)	8
IV. Axes de recherche du centre et activités de recherche par axe	12
IV. 1. Personnel associé à chacun des axes de recherche	12
IV. 2. Publications, colloques, évènements scientifiques classés selon les axes de recherches.....	13
IV.2.1. Théorie générale des obligations et droit des contrats spéciaux	13
IV.2.2. Droit au/du logement	16
IV.2.3. Droit des biens	19
IV.2.4. Responsabilité civile et réparation des dommages (et assurances).....	20
IV.2.5. Concurrence, Consommation, Pratiques du marché et Droit des sociétés	21
IV.2.6. Protection et droit des données à caractère personnel, droit de l'internet et du numérique, propriété intellectuelle et droit des médias	25
IV.2.7. Gestion des conflits.....	25
IV.2.8. Droit du travail.....	26
IV.2.9. Droit romain.....	26
IV.2.10. Droit des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux	27
IV.2.11. Droit judiciaire.....	28
V. Activités transversales.....	31
Les recyclages en droit.....	31
Les midis du Centre de droit privé.....	32
Colloque consacré aux principes généraux du droit privé	32
Grands arrêts en matière de « bail économique »	32
Chronique en responsabilité civile aquilienne sur le fait d'autrui et des choses (articles 1384 à 1386 de l'ancien Code civil)	33
Parcours e-learning (apprentissage numérique) sur la réforme du Code civil	33
Comité de rédaction d'une revue ou d'une collection	34
VI. Relations internationales.....	34
VII. Coopération au développement	34
VIII. Demande de subsides (budget prévisionnel détaillé).....	35

I. PRESENTATION DU CENTRE ET DE SES MEMBRES

Auparavant constitué sous la forme d'un pôle de recherche intégrant le *Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques* (SIEJ), le Centre de droit privé (CePri) a, depuis sa création en 2006-2007, mené et continue de mener des projets de recherche, individuels et collectifs, donnant lieu à des publications et à l'organisation de colloques. Ses membres interviennent également régulièrement lors de conférences et formations dans le domaine du droit privé au sens large.

Le Centre dispose de sa propre revue – la revue « Les Pages - obligations, contrats et responsabilités »- qui paraît deux fois par mois. Elle est destinée aux professionnels du droit et alimentée par les contributions de chacun.e des membres, selon un planning prédéfini et prenant principalement la forme de commentaires de jurisprudence et des nouvelles réglementation de droit privé. Depuis juillet passé, la rédaction est ouverte aux membres du Cpri, centre de droit privé du site de Louvain-la-Neuve.

D'abord en format papier dans le cadre d'un partenariat avec Anthemis, la revue est aujourd'hui totalement gérée par le CePri et est fournie en libre accès sur son site internet.

C'est également en 2015 que le Centre a lancé l'initiative d'organiser tous les deux ans un colloque sur une thématique de fond susceptible d'intéresser praticiens et théoriciens et qui, choisie collectivement, doit permettre de réunir plus largement ses membres autour d'un sujet déterminé. Plusieurs colloques ont ainsi déjà été organisés et ont donné lieu à la publication d'un ouvrage chez Anthemis : « Les défauts de la chose » en 2015, la « La théorie des nullités en droit privé » en 2017, « La distinction entre droit public et droit privé : pertinence, influences croisées et questions transversales » (avec le CIRC) en 2019, « le fait d'autrui : responsabilités contractuelles et extracontractuelles » en 2021 et enfin, « Les principes généraux du droit privé » en 2023.

Depuis 2018, le Centre héberge par ailleurs un groupe de recherche interdisciplinaire sur les modes de gestion des conflits.

Les membres du Centre contribuent par ailleurs activement au développement de l'offre de formation continue (E-conférences en droit 4U, anciennement Recyclages en droit –, Cycles de conférences UB³, Certificats inter-universités en expertise judiciaire et en médiation), et ce dans l'objectif principal de donner écho aux recherches menées auprès des praticiens.

Le Centre attache enfin une importance certaine à mener des collaborations avec les autres centres de recherche en droit privé. La fusion, acquise depuis septembre 2023, a constitué l'opportunité d'un resserrement des liens entre le Centre et le CEPRI de la Faculté de droit de l'UCLouvain, site Louvain-la-Neuve. Plusieurs membres du CePRI ont rejoint les projets collectifs menés par ce dernier centre et vice-versa.

1. Présentation des membres du centre

1.1. Académiques

A. ARNOULD, CO-SECRÉTAIRE DU CENTRE¹

N. BERNARD, CO-DIRECTEUR DU CENTRE²

M. BERLINGIN

E. CRUYSMANS

H. CULOT

¹ Depuis le 28 septembre 2023

² Jusqu'au 28 septembre 2023

G. DE PIERPONT
L. DEBROUX
C. DELFORGE
J.-FR. GERMAIN
A. HOC
P. JADOUL
T. LÉONARD³, DIRECTEUR DU CENTRE
Y. NINANE, CO-DIRECTEUR DU CENTRE⁴
J.-F. PUYRAIMOND
A. RUELLE
J. SOSSON
A. STROWEL
F. TAINMONT
N. VAN DAMME
J.-FR. VAN DROOGHENBROECK
J. VAN MEERBEECK
J. VAN ZUYLEN⁵
S. VANVREKOM

1.2. Scientifiques

A. ARNOULD
A. AURAGHI
V. BRUSSELMANS
A. CHARLIER
E. COLPAINT
T. COPPÉE
F. CUVELIER
N. DAUBIES, CO-SECRETARE DU CENTRE⁶
C. DE CALLATAÿ
M-H. DE CALLATAÿ
A. DE COOMAN
O. DE CUYPER
V. DE RADIGUES
L. DEBROUX, SECRÉTAIRE SCIENTIFIQUE DU CENTRE⁷
V. DEFRAITEUR
J. DELLA FAILLE
C. DERAEDT
L. DUBRAY
G. FRUY
C. GERACI
A. GILLET
V. HANON DE LOUVET
C. JANSSEN⁸
S. LARIELLE

³ Depuis le 28 septembre 2023

⁴ Jusqu'au 28 septembre 2023

⁵ Jusqu'au 16 septembre 2023

⁶ Depuis le 28 septembre 2023

⁷ Jusqu'au 28 septembre 2023

⁸ Jusqu'au 13 septembre 2023

L. MALHAIZE
S. PARSA
M. RIXHON
G. SCHULTZ
F. STANDAERT
S. TOUHAMI⁹
S. VAN LOOCK
J. VAN ZUYLEN¹⁰

1.3. Administratifs

S. TAFRANTI

1.4. Chercheurs associés

M. Defosse¹¹
J.-T. Godin¹²
S. Mortier¹³
V. Nicaise¹⁴

II. THESES DE DOCTORAT ET RECHERCHES POST-DOCTORALES

1. Thèses de doctorat en cours dans le centre de recherche (y compris co-direction si inscription USL-B, y compris les co-tutelles)

1.1. Thèses sur mandat d'assistant

FRUY G., « L'autonomie décisionnelle des consommateurs et objets connectés ».

Promoteur·rice : DELFORGE C. et STROWEL A.

Comité d'encadrement : E. TERRYN et V. GAUTRAIS

Projet de dissertation doctorale approuvé par la CDD « *Sciences juridiques* » en juillet 2021

Date de début : 15 septembre 2020

Épreuve de confirmation : 18 août 2022

Date de fin programmée : décembre 2023

1.2. Thèses sur fonds propres

VAN ZUYLEN J., « La force majeure et le contrat. Une théorie revisitée à la lumière des évolutions du droit des obligations ».

Promoteur·rice : DELFORGE C.

Comité d'encadrement : DURANT I., JADOUL P., et WÉRY P.

Projet de dissertation doctorale approuvé par la CDD « *Sciences juridiques* » le 5 février 2020 (basculement en thèse par articles)

Épreuve de confirmation : 21 décembre 2021

Date de début : 2013 (avec interruption entre 2014 et 2018)

Date de fin programmée : avril 2024

⁹ Jusqu'au septembre 2023

¹⁰ Depuis le 16 septembre 2023

¹¹ Jusqu'au 31 décembre 2023

¹² Jusqu'au 31 décembre 2023 avec volonté de renouvellement

¹³ Jusqu'au 31 décembre 2023

¹⁴ Jusqu'au 31 décembre 2023

2. Thèses réalisées en dehors de l'USL-B

2.1. co-direction (si inscription ailleurs), membre du comité d'accompagnement de thèses externes

BERNARD N.

1. **DESPRET A.**, « L'adage nemo plus iuris : portée et limites » (UCLouvain)
Promoteur : Durant I.
Date d'inscription : 2022
2. **HUCQ A.**, « Le concept juridique de « nature temporaire » comme outil de conservation de la nature en milieux anthropisés » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2021

CULOT H.

1. **BOSSELER G.**, « Les déséquilibres significatifs en droit commun des sociétés : quelle réglementation ? » (co-tutelle Université du Luxembourg – UCLouvain)
Date d'inscription : 2020
2. **BYAOMBE MALUMALU C.**, « Responsabilité sociétale et gouvernance des entreprises extractives en République démocratique du Congo. Contribution pour une meilleure prise en compte des intérêts des stakeholders »
Date d'inscription : 2023
3. **DIKONDA I.**, « La perspective d'une judicieuse application du principe de stare decisis en arbitrages OHADA et non-OHADA et l'extension du droit commercial uniforme qui pourrait en résulter » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2018
4. **GOETZ E.**, « Cross-Border Mobility of the European Company (SE) within the Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB) » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2018
5. **HANNOUILLE A.**, « L'indépendance en droit des sociétés comme vecteur de la responsabilité sociétale » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2016
6. **HENET C.**, « Analyse critique des dispositions relatives à la coopération réglementaire dans le CETA à la lumière des exigences européennes de démocratie et de transparence » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2018
7. **MELIKYAN A.**, « Evaluating and Rethinking Compliance with Sustainable Development (Labour and Environmental) Standards of Free Trade Agreements through Effective Dispute Resolution and Enforcement Mechanisms »
Date d'inscription : 2021
8. **SANGARA D.**, « Les barrières non tarifaires au commerce international des produits agricoles dans le droit de l'OMC. Le cas des exportations de l'UEMOA » (UCLouvain)
Date d'inscription : 2018
9. **THEUS W.**, « Plus ça change ? Mixed Courts and their relevance to International Commercial Courts »
Date d'inscription : 2021

DELFORGE C.

1. **DEJOLLIER A.**, « Une théorie générale des modes amiables de règlement des différends »
Statut de membre du comité d'encadrement
Promoteur : J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK (UCLouvain)
Autres membres du Comité d'encadrement : S. DEMOULIN (UCLouvain)

Admission au doctorat par la CDD « sciences juridique » le 15 juin 2020

Épreuve de confirmation en 2023 (validation)

2. **RONNEAU V.**, « La prévention et la réparation des dommages liés à l'utilisation des dispositifs médicaux connectés par le droit de la responsabilité civile »

Statut de membre du Comité d'encadrement

Promoteur ·rice : F. GEORGE et E. MONTERO (UNamur)

Admission au doctorat en novembre 2019.

Épreuve de confirmation réussie le 30 décembre 2021.

3. **YOUGBARE I.**, « Le juge et le contrat. Contribution à l'étude des pouvoirs judiciaires de maintien du contrat en droits belge, burkinabè et français. »

Promotion dans le cadre de la coopération au développement – Bourse ARES

Promoteur : W.-D. KABRÉ (Université Thomas Sankara – Ex-Université de Ouaga II)

Séjour de recherche en 2023 : du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023

Thèse déposée par le doctorant dans son université d'origine en vue d'une défense d'ici fin 2023.

LEONARD TH.

Puyraimond J- P. (ULB), « Les rapports entre vie privée, données personnelles et propriété intellectuelle ». Promoteur : A. Puttemans (ULB) ;

Date de début : 2013

VAN DAMME N.

MANIRAKIZA C., « La problématique de l'indemnisation des accidents de circulation routière au Burundi »

Promoteur : Jean Marie BARAMBONA (Université du Burundi)

Co-directeur : N. VAN DAMME (UCLouvain Saint-Louis Bruxelles)

Date de début : 13 janvier 2023

VAN MEERBEECK J.

YOUGBARE I., « Le juge et le contrat. Contribution à l'étude des pouvoirs judiciaires de maintien du contrat en droits belge, burkinabè et français. »

Promotion dans le cadre de la coopération au développement – Bourse ARES

Promoteur : W.-D. KABRÉ (Université Thomas Sankara – Ex-Université de Ouaga II)

Séjour de recherche en 2023 : du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023

Thèse déposée par le doctorant dans son université d'origine en vue d'une défense d'ici fin 2023.

2.2. Participation à des jury de thèse en dehors de l'USL-B

BERNARD N.

GUEYLE M., « Le droit foncier rural en côte d'Ivoire et son insécurité comme vecteur de la conflictualité que ce pays connaît depuis plusieurs années »

Date de défense : 2023

CULOT H.

HANOUILLE A., « L'indépendance en droit des sociétés comme vecteur de la responsabilité sociétale »

Jury : Pr Edoardo Traversa (président), Pr Yves De Cordt (promoteur), Pr Philippe Lambrecht,

Pr Xavier Dieux (ULB), Pre Sofie Cools (KULeuven) et Pre Irina Parachkévova-Racine

(Université Côte d'Azur)

Date de la défense : 24 octobre 2023 à Louvain-La-Neuve

LEONARD TH.

PIRLET B., « Une théorie de l'obligation réelle par le prisme de l'opposabilité » (ULB)

Défense privée : 30 juin 2023/Défense publique : 28 août 2023

Promoteur : ROMAIN J-FR. (ULB)

Autres membres du jury :

Michèle GREGOIRE (Université libre de Bruxelles, Présidente)

Pascale LECOQ (Université de Liège)

Vincent SAGAERT (Katholieke Universiteit Leuven)

3. Autres

En cours de processus d'inscription en vue d'une co-tutelle

LARIELLE S., « Le droit à l'information après une atteinte à l'intégrité physique causée par un fait générateur de responsabilité ».

Promoteur·rices : DELFORGE C. et GEORGE F. (UNamur)

Comité d'encadrement : DUBUISSON B. (UCLouvain) et G. GENICOT (ULiège).

Projet de dissertation doctorale approuvé par la CDD « *Sciences juridiques* » de l'UNamur le 5 octobre 2023

Dossier de co-tutelle en cours.

III. REVUE SCIENTIFIQUE OU DIRECTION DE COLLECTION DONT LE CENTRE A LA (CO-RESPONSABILITE)

REVUE « LES PAGES, OBLIGATIONS, CONTRATS ET RESPONSABILITÉS »

La revue, créée en 2015, a pour objectif d'offrir une analyse synthétique des évolutions du droit des obligations, du droit des contrats et du droit de la réparation des dommages, principalement en Belgique. Revue de veille juridique destinée avant tout aux juristes professionnel·le·s, elle rend compte des actualités législatives, jurisprudentielles et doctrinales et s'attache à faire le lien avec la pratique.

De 2018 à début 2020, la revue a été publiée en format électronique, et a pris la forme d'une *newsletter* envoyée toutes les deux semaines. Les articles, et décisions éventuellement commentées, étaient accessibles via *Jurisquare*.

En janvier 2020, la revue a pris un nouveau virage puisqu'elle a été « internalisée » tout en restant une revue en format électronique, via le site internet du CePri (www.cepri.be). Le passage vers une internalisation a permis d'accentuer le rôle de veille, très rapide, grâce à des publications qui observent une régularité bimensuelle. Les textes sont par ailleurs désormais en *open access*.

Depuis juillet 2023, les membres du CPRI de l'UCLouvain Louvain-la-Neuve contribuent aux Pages qui recouvrent aujourd'hui plus largement le droit privé. Les Pages brossent désormais, en plus des matières qu'elles couvraient déjà, le droit judiciaire et le droit des biens.

L'UCLouvain a développé une plateforme intitulée « Open Journal Systems », sur laquelle sont diffusés les travaux scientifiques de tous les membres de la communauté académique. Afin d'encourager ces membres à opérer la migration de leurs travaux scientifiques sur cette plateforme, qui jouit d'une visibilité à l'international, l'UCLouvain a lancé un appel à projets. Le Centre a

répondu à l'appel et a obtenu une subvention qui est utilisée pour migrer tous les numéros des Pages sur cette plateforme de manière à leur offrir une plus grande visibilité.

Coordinateurs du projet pour le Centre et rédacteurs en chef : T. LÉONARD¹⁵

Comité de rédaction : L. DEBROUX ; C. DELFORGE, J.-FR. GERMAIN, P. JADOUL, A. RUELLE, N. BERNARD¹⁶, Y. NINANE¹⁷ et T. LÉONARD, J. VAN MEERBEECK

Numéro 139 (15 janvier 2023)

Coordination : J.-F. GERMAIN

GERMAIN J.-F., *Emprunt obligataire et application du droit commun des obligations contractuelles : la décision du Tribunal de l'entreprise du Hainaut du 9 août 2022*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273144>

STANDAERT F., *Résolution judiciaire : nouveau rappel de la nécessité de démontrer (pour l'avocat) et de motiver (pour le juge) la gravité du manquement*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273147>

DEFOSSÉ M., *La nullité d'un contrat d'entreprise pour défaut d'accès à la profession : quelques précisions dans un arrêt de la Cour de cassation du 14 novembre 2022*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273151>

Numéro 140 (1^{er} février 2023)

Coordination : J.-F. GERMAIN

MORTIER S., *La possibilité d'implosion inhérente à tout téléviseur n'implique pas en soi l'existence d'un vice*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273152>

COPPÉE T., *L'appel interjeté par une personne protégée n'est pas forcément irrecevable*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273153>

Numéro 141 (15 février 2023)

Coordination : J.-F. GERMAIN

DEFRAITEUR V., *Précisions en matière de responsabilité décennale*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273154>

SCHULTZ G., *L'exclusion des victimes « ayant voulu l'accident et ses conséquences » de l'article 29bis doit être interprétée « strictement »*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273155>

Numéro 142 (1^{er} mars 2023)

Coordination : J.-F. GERMAIN

CRUYSMANS E., *La data Governance Act*, <http://hdl.handle.net/2078.3/273172>

Numéro 143 (15 mars 2023)

Coordination : C. DELFORGE

AURAGHI A., *Pas de cherry-picking dans l'application de l'article 1184, alinéa 2, de l'ancien Code civil !*, <http://hdl.handle.net/2078.3/274163>

DERAEDT C., *Un consentement libre sous le contrôle du juge*,

DE PIERPONT G., *L'obligation d'information précontractuelle renforcée pour les produits « à risque »*, <http://hdl.handle.net/2078/281030>

Numéro 144 (1^{er} avril 2023)

Coordination : C. DELFORGE

PARSA S., *La cause, toujours, tu m'intéresses !*, <http://hdl.handle.net/2078.3/274166>

¹⁵ Rédacteur en chef depuis septembre 2023

¹⁶ Co-rédacteur en chef jusque septembre 2023

¹⁷ Co-rédacteur en chef jusque septembre 2023

VAN DAMME N., *La volonté de contourner une loi d'ordre public constitue-t-elle une cause illicite ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/274167>

Numéro 145 (15 avril 2023)

Coordination : C. DELFORGE

AMAURY A., *Licenciement dans le secteur privé : obligation d'audition préalable ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/274168>

STANDAERT F., *Preuve du contrat d'entreprise par aveu extrajudiciaire*, <http://hdl.handle.net/2078.3/274169>

Numéro 146 (1^{er} mai 2023)

Coordination : C. DELFORGE

VANVREKOM S., *La responsabilité de l'Etat législateur*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276783>

JANSSEN C., *Transfert de la garde de l'animal : une appréciation in concreto*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276784>

Numéro 147 (15 mai 2023)

Coordination : L. DEBROUX

MALHAIZE L., *Ivre, au moment de la signature*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276785>

BERLINGIN M., *Le débiteur d'une obligation affectée d'une condition suspensive ne peut se limiter à un comportement passif*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276786>

COLPAINT E., *La garantie comme objet de l'obligation : du droit romain au livre 5 du Code civil*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276787>

Numéro 148 (1^{er} juin 2023)

Coordination : L. DEBROUX

DUBRAY L., *Les innovations introduites dans le (futur) livre 6 du Code civil*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276799>

LARIELLE S., *Attentats de Bruxelles et assurance obligatoire en cas d'incendie et d'explosion : plusieurs précisions*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276800>

Numéro 149 (15 juin 2023)

Coordination : L. DEBROUX

HANON DE LOUVET V., *Le gardien de la chose au sens de l'article 1384, alinéa 1^{er}, de l'ancien Code civil : rappel de la nécessité d'un examen de la notion in concreto*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276801>

DELLA FAILLE J., *Le gestionnaire d'un réseau de distribution d'électricité doit être considéré comme le « producteur » de cette électricité*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276802>

Numéro 150 (1^{er} juillet 2023)

Coordination : L. DEBROUX

DEBROUX L., *Loi portant insertion du livre XIX « Dettes du consommateur »*, <http://hdl.handle.net/2078.3/27680>

Numéro 151 (15 juillet 2023)

Coordination : Y. NINANE

VAN ZUYLEN J., *Bail commercial et coronavirus : un arrêt de la Cour de cassation en faveur de l'application de l'article 1722 de l'ancien Code civil*, <http://hdl.handle.net/2078/279471>

VAN DROOGHENBROECK J.-F., *L'annulation d'office d'un contrat par le juge : volte-face de la Cour de cassation*, <http://hdl.handle.net/2078/279472>

BERNARD N., *Pas d'enclavement d'un terrain en cas de tolérance (sous l'ancien droit)*, <http://hdl.handle.net/2078.3/276990>

Numéro 152 (1^{er} août 2023)

Coordination : Y. NINANE

BERLINGIN M., *Arbitrabilité des litiges en matière de résiliation d'une concession de vente exclusive à durée indéterminée*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

JADOUL P., *Affaire Rolex : Quand la Cour de cassation remet les pendules à l'heure en matière de résolution unilatérale d'un contrat*, <http://hdl.handle.net/2078/279475>

AURAGHI A., *Pas de partage de responsabilité entre le commettant responsable d'une faute intentionnelle et le coresponsable négligent*, <http://hdl.handle.net/2078/279482>

Numéro 153 (15 août 2023)

Coordination : Y. NINANE

STANDAERT F., *Vente : la régularisation du bien a posteriori ne peut entraîner des modifications qui portent sur les éléments essentiels du contrat*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

VANDENDRIES A., *RDA et plus-value : une question de réalité*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

GODIN J.-T., *Sort des travaux réalisés par l'acheteur en cas d'annulation d'un contrat de vente, en application de la théorie des impenses*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

Numéro 154 (1^{er} septembre 2023)

Coordination : Y. NINANE

DE RADIGUES V., *Détrônement du principe contradictoire : tout n'est pas permis en expertise médicale !*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

SCHULTZ G., *La garantie légale en passe adaptée à la vente d'animaux vivants*, <http://hdl.handle.net/2078/279474>

DEFRAITEUR V., *L'Association des copropriétaires et la compétence du tribunal de l'entreprise*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

Numéro 155 (15 septembre 2023)

Coordination : C. DELFORGE

JOISTEN C., *Nouveau livre 6 du Code civil : vers une responsabilité proportionnelle*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

NINANE Y., *Les restitutions ne sont pas impossibles en cas d'annulation d'un contrat à prestations successives*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

BRUSSELMANS V., *La réception provisoire des travaux ne se déduit pas des constats d'un expert judiciaire s'ils ne traduisent pas la volonté du maître de l'ouvrage de l'accorder*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

Numéro 156 (1^{er} octobre 2023)

Coordination : C. DELFORGE

BALOT F., *Un appel incident reste un appel, surtout quant aux dépens*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

HIGNY M., *L'absence d'état des lieux d'entrée n'empêche pas une condamnation du locataire à l'indemnisation de dégâts locatifs*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

CHARLIER A., *Assurance : la « loi sécheresse » est bien une loi interprétative !*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

Numéro 157 (15 octobre 2023)

Coordination : C. DELFORGE

BAZIER P., *L'application de l'alternative légitime aux omissions fautives*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

DESPRET A., *Vente, résiliation amiable et ... (surtout) droit de préemption !*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

CUVELIER F., *Du neuf en matière de bail étudiant en région Wallonne*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

Numéro 158 (1^{er} novembre 2023)

Coordination : C. DELFORGE

DE BOE C., *Qu'est-ce qu'un moyen auquel le juge doit répondre ?*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

DELLA FAILLE J., *Le préjudice permanent s'évalue au moment où le juge statue, non au moment de la consolidation des lésions*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

MALHAIZE L., *Remplacement unilatéral et résolution : des sanctions (pas totalement) exclusives*, <http://hdl.handle.net/2078/279481>

Numéro 159 (15 novembre 2023)

Coordination : O. JAUNIAUX

GILLARD E., *Création d'un Registre central pour les décisions judiciaires : une absence remarquée nonobstant l'entrée en vigueur de sa première phase*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280099>

CALLEWAERT V., *Un vélo à assistance électrique n'est pas un véhicule automoteur*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280101>

DEBROUX L., *Attention à bien identifier la personne contre laquelle la preuve doit être apportée !*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280102>

Numéro 160 (1^{er} décembre 2023)

Coordination : O. JAUNIAUX

JAUNIAUX O., *L'association des copropriétaires en tant que partie défenderesse à une action en rectification du mode de répartition des charges communes*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280913>

HÉLAS C., *Responsabilité médicale - L'obligation de résultat d'utiliser des dispositifs médicaux sûrs*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280443>

COPPÉE T., *capitalisation du dommage permanent : le préjudice esthétique aussi*, <http://hdl.handle.net/2078.1/280894>

Numéro 161 (15 décembre 2023) – A paraître

Coordination : O. JAUNIAUX

DE COOMAN A.,

DE RADIGUÈS V.,

VANVREKOM S.,

IV. AXES DE RECHERCHE DU CENTRE ET ACTIVITES DE RECHERCHE PAR AXE

IV. 1. PERSONNEL ASSOCIE A CHACUN DES AXES DE RECHERCHE

Théorie générale des obligations et droit des contrats spéciaux

A. AURAGHI, N. BERNARD, A. CHARLIER, M. BERLINGIN, V. BRUSSELMANS, A. CHARLIER, T. COPPÉE, H. CULOT, F. CUVELIER, E. CRUYSMANS, N. DAUBIES, L. DEBROUX, M.-H. DE CALLATAÏ, A. DE COOMAN, C. DELFORGE, G. DE PIERPONT, V. DE RADIGUÈS, J. DELLA FAILLE, G. FRUY, J.-FR. GERMAIN, P. JADOU, S. LARIELLE, TH. LÉONARD, L. MALHAIZE, Y. NINANE, S. PARSÀ, G. SCHULTZ,

F. STANDAERT, N. VAN DAMME, S. VAN LOOCK, S. VANVREKOM, J. VAN MEERBEECK, J. VAN ZUYLEN.

Droit au/du logement

N. BERNARD, A. CHARLIER, L. DEBROUX, V. DEFRAITEUR, C. DELFORGE, G. FRUY, P. JADOUL, J. VAN MEERBEECK, S. VANVREKOM.

Droit des biens

N. BERNARD, V. DEFRAITEUR, N. VAN DAMME.

Responsabilité civile et réparation des dommages (et assurances)

A. CHARLIER, T. COPPÉE, F. CUVELIER, N. DAUBIES, M.-H. DE CALLATAÏ, V. DE RADIGUÈS, J. DELLA FAILLE, C. DELFORGE, G. FRUY, T. LÉONARD, S. LARIELLE, L. MALHAIZE, G. SCHULTZ, N. VAN DAMME, J. VAN MEERBEECK, J. VAN ZUYLEN.

Concurrence, Consommation, Pratiques du marché et Droit des sociétés

M. BERLINGIN, H. CULOT, N. DAUBIES, C. DELFORGE, G. DE PIERPONT, G. FRUY, J.-Fr. GERMAIN, T. LÉONARD, Y. NINANE, J.-F. PUYRAIMOND, G. SCHULTZ, N. VAN DAMME.

Protection et droit des données, droit de l'Internet et du numérique, propriété intellectuelle et droit des médias

E. CRUYSMANS, C. DE CALLATAÏ, G. DE PIERPONT, G. FRUY, T. LÉONARD, S. PARSÀ, J.-F. PUYRAIMOND, A. STROWEL.

Gestion des conflits

M. BERLINGIN, C. DELFORGE, C. DERAEDT, J.-Fr. GERMAIN.

Méthodologie juridique

N. BERNARD, T. COPPÉE, L. DUBRAY, C. GERACI, V. HANON DE LOUVET, G. SCHULTZ, S. TOUHAMI¹⁸, S. VANVREKOM.

Droit du travail

A. ARNOULD

Droit romain

E. COLPAINT, A. RUELLE.

Droit des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux

O. DE CUYPER, J. SOSSON, F. TAINMONT.

Droit judiciaire

A. GILLET, A. HOC, J.-F. VAN DROOGHENBROECK.

IV. 2. PUBLICATIONS, COLLOQUES, EVENEMENTS SCIENTIFIQUES CLASSES SELON LES AXES DE RECHERCHES

IV.2.1. Théorie générale des obligations et droit des contrats spéciaux

¹⁸ Jusque septembre 2023

Les recherches du Centre portent en la matière sur deux axes : le droit commun des obligations (sources des obligations, régime général de l'obligation), d'une part, et le droit des contrats spéciaux, d'autre part. Une attention toute particulière est accordée ici à la relation contractuelle. L'étude de celle-ci se veut large et transversale. Tout d'abord, les recherches veillent à tracer les liens entre la théorie générale des obligations et le droit spécial des contrats, le second s'inscrivant dans le prolongement de la première. Ensuite, des thématiques (par ex. la responsabilité pour autrui ou encore la problématique des « défauts » de la chose) sont examinées de manière horizontale, en ce sens que l'on cherche à identifier les convergences et divergences entre les différents contrats spéciaux (voire à prolonger la comparaison dans la sphère des obligations quasi-délictuelles). Enfin, il est intéressant de montrer les dérogations, aux règles du droit des obligations, apportées par d'autres disciplines (on pense en particulier au droit de la consommation).

Les analyses menées mobilisent les ressources du droit comparé, des codifications savantes et la réforme actuelle du Code civil (Livres 1, 3, 5 et 8) et les projets en cours (futurs livre 6 et 7).

On signale, enfin qu'une thèse de doctorat, portant sur la notion de force majeure en matière contractuelle, est actuellement en cours au sein du Centre et que ce dernier, par ailleurs, accueilli en 2023 un doctorant étranger dans le cadre de la coopération au développement, doctorant dont les recherches portent sur l'office du juge en matière contractuelle.

Recherches menées dans le cadre de l'axe

Publications

- Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéros de revue

Ninane Y.

- Les principes généraux du droit privé (avec J.VAN MEERBEECK), paru chez Anthemis en mars 2023 (639 pages) <http://hdl.handle.net/2078/279585>
- Participation à des ouvrages collectifs¹⁹

DEBROUX L.

- « L'exception d'inexécution », in J. Van Meerbeeck et Y. Ninane (coord.), *Les principes généraux du droit privé*, Limal, Anthemis, 2023, (en collaboration avec F. Standaert). <http://hdl.handle.net/2078/280081>

LARIELLE S.

- « La bonne foi, ou l'art de la prudence et du raisonnable ? », *Les principes généraux du droit privé*, J. Van Meerbeeck et Y. Ninane (coord.), Limal, Anthemis, 2023, pp. 411 à 446.

MALHAIZE L.

- « La lésion (re)qualifiée 'abus de circonstances' », in J. VAN MEERBEECK et Y. NINANE (coord.), *Les principes généraux du droit privé*, Limal, Anthemis, 2023, pp. 481-527. <http://hdl.handle.net/2078.3/273515>

NINANE Y.

- « Conclusions », in J. Van Meerbeeck et Y. Ninane (coord.), *Les principes généraux du droit privé*, Limal, Anthemis, 2013, pp. 609 à 623 (avec la collaboration de F. George).

¹⁹ Conformément aux instructions reçus, nous n'avons imposé aux membres l'ajout des liens DIAL que pour les articles de revue.

<http://hdl.handle.net/2078/279587>

- « L'inexécution du contrat imputable au débiteur » (avec J.-F. GERMAIN), in T. Derval, R. Jafferali et B. Kohl (coord.), *La réforme du droit des obligations*, coll. JBB, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 435 à 506 <http://hdl.handle.net/2078/279589>.

SCHULTZ G.

- « La lésion (re)qualifiée « abus de *circonstances* ». In : Jérémie Van Meerbeeck et Yannick Ninane, *Les principes généraux du droit privé*, Anthemis : Limal, 2023, p. 481 à 528. 978-2-8072-1084-4. <http://hdl.handle.net/2078.3/273515>

VAN DAMME N.

- « L'interdiction pour le représentant de se porter contrepartie et d'agir en conflit d'intérêts » (avec S. Van Loock), in J. VAN MEERBEECK et Y. NINANE (éds.), *Les principes généraux du droit*, Limal, Anthémis, 2023, pp. 351-374 <http://hdl.handle.net/2078.3/280906>

VAN MEERBEECK J.

- « Le fabuleux destin des principes généraux du droit privé », (avec Jafferali R.), in : Jérémie Van Meerbeeck et Yannick Ninane, *Les principes généraux du droit privé*, Anthemis, Limal, 2023, p.9 à 66

- Publication dans des revues scientifiques

DEFRAITEUR V.

- Le droit de préférence du preneur à Bruxelles, à paraître au J.T. du 9 décembre 2023.

VAN DAMME N.

- “Rechtsmisbruik”(avec DE BOECK A.) in *Comm.Bijz.Ovk.*, Malines, Kluwer, 2023, 50 p. <http://hdl.handle.net/2078.3/280903>
- “L'illicéité du détournement d'institution en droit privé: la reconnaissance frauduleuse d'enfant” (note sous Cass., 10 mars 2022), *R.G.D.C.*, 2023, pp. 91-97. <http://hdl.handle.net/2078.3/280909>
- “Le point sur le sort de l'assurance se rapportant à une activité ou une situation illicite”, *For.ass.*, 2022, n° 228, pp. 176-182. <http://hdl.handle.net/2078.3/280908>

VAN ZUYLEN J.

- « Force majeure temporaire et prolongation du contrat de bail à durée déterminée », note sous Cass., 10 novembre 2022, *J.T.*, 2023, pp. 163 et 164, <http://hdl.handle.net/2078.3/274260>
- « L'impossibilité d'exercer un droit. Pour une évolution du droit belge de la force majeure à la lumière des droits français et néerlandais », *R.E.D.P.*, 2023, pp. 93 à 165, <http://hdl.handle.net/2078.3/266308>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

BRUSSELMANS V.

- 6 juin 2023 : « Les formalités en matière de bail : enregistrement et PEB » – colloque organisé par Larcier dans le cadre du Marathon du droit immobilier du Journal des Tribunaux <http://hdl.handle.net/2078.3/280252>

NINANE Y.

- 13 mars 2023 : Y. NINANE a présenté les conclusions du colloque consacré aux principes généraux du droit privés.
- 20 avril 2023 : Y. NINANE et J.-F. GERMAIN sont intervenus à un colloque organisé par la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, à Bruxelles, consacré à la réforme du droit des obligations au sein des Livres 1 et 5 du Code civil. Leur intervention avait pour thème : « L'inexécution du contrat imputable au débiteur ».
- 1^{er}, 8 et 15 décembre 2023 : Y. NINANE et L. DEBROUX sont intervenus à la série de conférences organisée par la Commission Université Palais (CUP.) à l'Uliège, à l'UCL (Louvain-la-Neuve) et à Charleroi (Palais du verre) et consacré au droit de la preuve. Leur intervention avait pour thème « La preuve en droit économique : questions choisies ».

VAN ZUYLEN J.

- « The Conditions of Change of Circumstances under Belgian law », Présentation dans le cadre d'un Workshop sur le changement de circonstances dans les droits belge et portugais, Universidade Lusófona – Lisbonne – 22 mai 2023, <http://hdl.handle.net/2078/279793>
- « La force majeure et le contrat. Une théorie revisitée à la lumière des évolutions du droit des obligations », présentation dans le cadre d'un séminaire de l'École doctorale, Liège, 30 mars 2023

Valorisation de la recherche (on vise ici les interventions qui s'adressent à des publics non académiques ou qui les associent étroitement à la production de savoirs (intervention dans les médias, cours-conférence, blogs, missions d'expertise, audition par des commissions, etc.)

BRUSSELMANS V.

- 19 janvier 2023 : « Coordinateur Sécurité Santé : rappel de la législation – champs d'application – Quand un CSS ou un PSS est-il applicable ? – Les obligations du pouvoir adjudicateur – cas pratiques » – Cours/conférence devant le Service Public Wallonie. <http://hdl.handle.net/2078.3/280264>
- 6 décembre 2023 : « Gestion de projet et monde de l'édification – l'architecte du début à la fin d'un projet » – cours/conférence à la faculté Polytechnique de l'UCLouvain dans le cadre du cours LICAR 2902 <http://hdl.handle.net/2078.3/280277>

DEFRAITEUR V.

- « Les changements législatifs en matière de bail d'habitation à Bruxelles », Exposé pour le Barreau de Bruxelles, MDF, 5 septembre 2023

IV.2.2. DROIT AU/DU LOGEMENT

Cet axe consacré au droit au/du logement se déploie dans plusieurs directions : habitat léger, plateformes internet d'hébergement touristique, logement social, sans-abri, ... Jonction est ainsi faite entre droit privé et droit public.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)
Publications

- Participation à des ouvrages collectifs

BERNARD N.

- « Lessons from strategic human rights litigation: From climate change to adequate housing » (avec K. Casla), *The European and International Contribution to the Right to Housing Standards, Litigation and Advocacy*, Housing rights watch et Fondation Abbé Pierre, 2023, p. 51 à 60. <http://hdl.handle.net/2078.3/274893>
- « Leçons tirées des contentieux stratégiques en matière de droits de l'Homme : du changement climatique au logement convenable » (avec K. Casla), *L'apport européen et international au droit au logement Normes, contentieux et plaidoyer*, Housing rights watch et Fondation Abbé Pierre, 2023, p. 53 à 62. <http://hdl.handle.net/2078.3/274892>

- Publication dans des revues scientifiques

BERNARD N.

- « Est-il permis de tirer des récents contentieux climatiques quelque enseignement pour la mise en oeuvre du droit fondamental au logement ? », *J.L.M.B.*, 2023, p. 700 à 712. <http://hdl.handle.net/2078.3/274328>
- « Quels leviers juridiques (car il y en a !) pour lutter contre le statut de cohabitant·e ? », *Les Cahiers de l'éducation permanente* (revue de Présence et action culturelle), n°58, 2023, p. 25 à 34. <http://hdl.handle.net/2078/279581>
- « Statut de cohabitant·e : connaître ses droits », *Salut & Fraternité* (revue du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège), n°121, 2023, p. 9. <http://hdl.handle.net/2078.3/275454>
- « Peut-on vendre son logement (directement) après avoir bénéficié d'une prime à la rénovation à Bruxelles ? », obs. sous Cass., 22 avril 2021, *Jurimpratique*, 2023/2, p. 73 à 84. <http://hdl.handle.net/2078.3/275453>
- « L'essor du *community land trust* à Bruxelles (ou le développement de logements sur un sol en droit réel d'usage) » (avec T. Leroy), *Jurimpratique*, 2023/3, p. 153 à 177. <http://hdl.handle.net/2078.3/275452>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Organisation

BERNARD N.

- 9 novembre 2023 : « Le Community land trust Brussels », intervention au colloque *Eau, Terre, Air. Quels accès ? Quels usages ? Quelles propriétés ?* organisé à Bordeaux par l'Université de Bordeaux « Bail et notariat », formation donnée à Bruxelles le 9 décembre 2023 pour le Centre interuniversitaire de droit notarial.
- 23 novembre 2023 : « Les aspects urbanistiques bruxellois de l'habitat groupé », intervention au colloque *La division dans la pratique notariale, sous toutes ses dimensions* organisé à Louvain-la-Neuve par L'Association des licenciés en notariat.
- 16 novembre 2023 : « Les coopératives d'habitants en Belgique : questions juridiques », conférence donnée au *Community land trust Brussels*.
- 31 octobre 2023 : « L'ordonnance sur la lutte contre les loyers abusifs », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation du CPAS de Molenbeek.
- 20 octobre 2023 : « Colocation et statut social », intervention au colloque *La sous-occupation des logements* organisé à Amay par le GAL Pays des Condruses.

- 18 octobre 2023 : Participation à une table ronde organisée dans le cadre du colloque *Cohabitant.e : vie et mort d'un statut injuste, sous toutes ses dimensions* tenu à Bruxelles par Présence et Action Culturelles.
- 12 octobre 2023 : « L'adaptation de la norme à l'évolution des modes de vie », intervention au colloque *Face à l'essor des nouveaux modes de vie, comment adapter l'offre d'habitat ?* organisé à Liège par For urban passion
- 10 octobre 2023 : « Le nouveau régime des expulsions de logement à Bruxelles », webinaire à l'invitation d'Anthemis.
- 2 octobre 2023 : « Les normes régissant le contrat de bail de résidence principale (avec illustrations jurisprudentielles récentes) », conférence donnée à Bruxelles dans le cadre des Midis de la formation organisés par la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles.
- 19 septembre 2023 : Participation (avec Anaïs Van Swieten) au débat « La coopérative de logement comme solution de logement abordable à destination de la classe moyenne bruxelloise » organisé à au salon Realty (Bruxelles) par l'Executive Master Immobilier de l'Université Saint-Louis — Bruxelles.
- 5 septembre 2023 : « Le cadastre des loyers comme levier de régulation », participation au colloque *S'attaquer à la fiscalité pour faire baisser les loyers* organisé à Bruxelles par le Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat..
- 30 juin 2023 : « Le partenariat public-citoyen », participation au colloque *Les 40 ans d'Habitat et participation* organisé à Louvain-la-Neuve.
- 13 juin 2023 : « L'impact de l'insalubrité sur le contrat de bail », intervention au *Marathon du droit* organisé (en distanciel) par Larcier.
- 13 juin 2023 : « Actualités du bail de logement social », intervention au *Marathon du droit* organisé (en distanciel) par Larcier.
- 16 mai 2023 : « Les conventions d'occupation précaire », conférence donnée à Bruxelles (en compagnie d'U. Carnoy) dans le cadre des Midis de la formation organisés par la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles.
- 21 avril 2023 : « Actualités juridiques », intervention au colloque *Le décès du locataire survivant* organisé par l'Association wallonne des conseils consultatifs des locataires et des propriétaires à Namur.
- 19 avril 2023 : « Comment la ville fabrique le droit ? », intervention dans le cours *Bruxelles : La ville et le droit* donné à la V.U.B. par Gloria Gonzalez
- 14 avril 2023 : « Le mal-logement au féminin : le(s) rôle(s) du droit », intervention au webinaire *Habiter en toute égalité* organisé par le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes.
- 31 mars 2023 : « Le statut cohabitant », conférence donnée à Tintigny à l'invitation du Mouvement ouvrier chrétien (MOC).
- 15 mars 2023 : « Les outils juridiques pour rendre le logement accessible financièrement », intervention au débat *Crise du logement et transition écologique et sociale : comment mieux encadrer l'immobilier ?* organisé à Bruxelles par Etopia (centre d'études du parti Écolo).
- 27 février 2023 : « Habitat groupé, colocation, domiciliation et allocations sociales : balises légales et expériences pratiques », conférence donnée à Louvain-la-Neuve à l'invitation d'Habitat et participation.
- 16 février 2023 : « La coopérative d'habitants : aspects juridiques et fiscaux », conférence donnée à Louvain-la-Neuve à l'invitation d'Habitat et participation.
- 17 janvier 2023 : « L'ordonnance sur les loyers abusifs », intervention au colloque *Pour la régulation des loyers* organisé au Parlement bruxellois par le Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat.

IV.2.3. DROIT DES BIENS

Cet axe s'est consacré tout entier cette année à l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2021, de la loi du 4 février 2020 portant réforme du droit des biens au sein du Code civil.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)
Publications

- Participation à des ouvrages collectifs

BERNARD N.

- « Les troubles de voisinage : un principe général de droit devenu disposition de droit positif » (avec S. Vanvrekem), *Les principes généraux du droit privé*, sous la direction de J. Van Meerbeeck et Y. Ninane, Limal, Anthemis, 2023, p. 183 à 218. <http://hdl.handle.net/2078.3/273459>
- Mise à jour (3^{ème} édition) de « L'article 17 : le droit de propriété », *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article*, sous la direction de F. PICOD, C. RIZCALLAH et S. VAN DROOGHENBROECK, Bruxelles, Bruylant, 2023, p. 423 à 452. <http://hdl.handle.net/2078.3/270143>

- Publication dans des revues scientifiques

BERNARD N.

- « Nouveau droit des biens : jusqu'où iras-tu, composante inhérente ? » (avec P.-Y. Erneux, B. Pirlet et M. Van Molle), *J.T.*, 2023, p. 465 à 471. <http://hdl.handle.net/2078/279580>

DEFRAITEUR V.

- « Plantations, branches et racines. Réflexions et commentaires à partir de l'arrêt du 21 octobre 2021, *Jurim*, 2/2023, p. 151-164, <http://hdl.handle.net/2078.1/280120>
- L'empiètement », *For. Immo* 2023, liv. 50, p. 6. <http://hdl.handle.net/2078.1/280118>
- « Les meubles et les immeubles », *For. Immo* 2023, liv. 49, p. 4. <http://hdl.handle.net/2078.1/280116>
- « La nouvelle publicité foncière », *For. Immo* 2023, liv. 48, p. 2-3. <http://hdl.handle.net/2078.1/280117>

DUBRAY L.

- « La nullité du bail d'habitation : une sanction encore réellement appliquée en cas d'insalubrité ? », *Jurim Pratique*, 2023, liv. 2, p. 85 à 96, <http://hdl.handle.net/2078/280198>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Organisation

DEFRAITEUR V.

- Co-directeur académique avec S. VANVREKOM du Certificat en expertise judiciaire immobilière.

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

DEBROUX L.

- Membre du comité de rédaction « Baux » du Journal des Juges de Paix et de Police (J.J.P.)
- Membre du comité de rédaction « Les Baux – commentaires pratiques », Kluwer, Waterloo

Valorisation de la recherche (on vise ici les interventions qui s'adressent à des publics non académiques ou qui les associent étroitement à la production de savoirs (intervention dans les médias, cours-conférence, blogs, missions d'expertise, audition par des commissions, etc.)

DEFRAITEUR V.

- 15 novembre 2023 : « Les troubles de voisinage », exposé pour l'UGEB.
- Membre du comité de rédaction du J.J.P. section « droit des biens ».
- Membre de la Commission de droit immobilier du barreau de Bruxelles.
- 20 juin 2023 : « Les servitudes et l'usufruit depuis le livre 3 », avec A. VANDENDRIES, Knops publishing, Liège.
- 13 avril 2023 : « Les servitudes depuis le livre 3 », formation pour le Cercle d'étude des Notaires du Luxembourg, Bastogne.
- 19 décembre 2023 : « Les servitudes depuis le livre 3 », formation pour le Cercle d'étude des Notaires de la province de Namur, Namur.
- 10 mars 2023 : « Les aspects civils du droit immobilier et ses liens avec les permis d'urbanisme », Solvay Business School.

IV.2.4. RESPONSABILITE CIVILE ET REPARATION DES DOMMAGES (ET ASSURANCES)

Les recherches du Centre portent sur les régimes de droit commun (dans l'ancien Code civil) et les législations postérieures ayant introduit des régimes spéciaux de réparation des dommages. Elles ont pour objet d'approfondir, par des contributions doctrinales, les principes du droit de la responsabilité aquilienne, de réaliser des examens et commentaires des actualités de la matière. Les réformes en cours des régimes précités est également examinée, qu'elles concernent le Code civil de 1804 (futur livre 6) ou des lois particulières (not. La récente révision de la directive relative à la responsabilité du fait des produits défectueux). Enfin, de manière plus ponctuelle, les recherches tendent à approfondir certains aspects du droit des assurances, matière intimement liée au droit de la réparation des dommages.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Publications

- Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéros de revue

CHARLIER A.

- *Le contrat d'assurance*, ouvrage collectif coordonné par A. Charlier et Ch. Verdure, Limal, Anthemis, 2023.
- Participation à des ouvrages collectifs

CHARLIER A.

- « La relation entre l'avocat et l'assureur protection juridique : je t'aime... moi non plus », in *Une*

justice de qualité vaut son coût (coord. E. KHIEL), (avec Harry MICHEL), Bruxelles, Bruylant, 2023, pp. 113 à 155

- « L'amour du risque ou les incidences de sa déclaration, de sa modification et de son inexistence », (avec Bernard CEULEMANS), in *Le contrat d'assurance* (A. CHARLIER et Ch. VERDURE (coord.)), Limal, Anthemis, 2023, pp. 53 à 110
- « L'épopée de *Fraus omnia corrumpit* : d'un adage à la loi en passant par un principe général de droit », (avec Céline JANSSEN), *Les principes généraux du droit privé* (J. van MEERBEECK et Y. NINANE (coord. scient.)), Limal, Anthemis, 2023, p. 151 à 181

LEONARD TH.

- « L'interdiction de l'abus de droit dans le nouveau Code civil : requiem pour un principe général de droit ? » in *Les Principes généraux du droit privé*, Limal, Anthemis, 2023, p. 67 à 113

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Organisation

CHARLIER A.

- 21 novembre 2023 : coordination, avec Christophe Verdure du colloque annuel du Forum de l'assurance sur le contrat d'assurance (Anthemis).
- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

CHARLIER A.

- 1^{er} décembre 2023 : « La relation entre l'avocat et l'assureur protection juridique : je t'aime... moi non plus », dans le cadre du Congrès International des Barreaux organisé à Liège.
- 21 novembre 2023 : « L'amour du risque ou les incidences de sa déclaration, de sa modification et de son inexistence », lors du colloque annuel organisé par le Forum de l'assurance sur le contrat d'assurance.
- 27 avril 2023 : « Le roulage comme vous ne l'avez jamais envisagé : l'immobilisation des véhicules comme mesure de sûreté », dans le cadre d'une conférence de midi organisée par la Conférence Libre du Jeune Barreau de Barreau de Liège.
- 13 mars 2023 : « L'épopée de *Fraus omnia corrumpit* : d'un adage à la loi en passant par un principe général de droit », dans le cadre du colloque sur les principes généraux du droit privé organisé par le Cepri, l'Université Saint-Louis-Bruxelles et les éditions Anthemis.

COPPEE T.

- 20 avril 2023 : « Le cadre légal de la fin de vie », intervention lors du colloque annuel de la Société des infirmiers de soins intensifs de Belgique.

CUVELIER F.

- 21 et 22 avril 2023 : « Les responsabilités civiles liées à la vaccination contre la COVID-19 – Rapport belge », présentation faite lors du séminaire organisé par le GRERCA²⁰ sur la *Crise sanitaire et responsabilité civile*, Faculté de droit de l'Université de Saint-Jacques de Compostelle.

IV.2.5. CONCURRENCE, CONSOMMATION, PRATIQUES DU MARCHE ET DROIT DES SOCIÉTÉS

²⁰ Groupe de recherche européen sur la responsabilité civile et l'assurance.

Les axes de recherches tournent autour des matières phares du droit de l'entreprise tel qu'il est enseigné à Saint-Louis : les principes généraux qui s'articulent autour des grandes libertés économiques (liberté d'entreprendre, de concurrence, de contracter etc.), le droit des sociétés, le droit des contrats dits « commerciaux », le droit de la concurrence, le droit des pratiques du commerce et de la protection des consommateurs. L'environnement numérique de l'entreprise, nécessaire à son fonctionnement, est également intégré dans cet axe de recherche.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)
Publications

- Monographies

CULOT H.

- *Société à responsabilité limitée* (coordination, avec Y. DE CORDT, G. DE PIERPONT, T. FLAMENT, D. LEYS, O. MARESCHAL et L. ROULLEAUX), *Répertoire pratique du droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2023, 479 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/278073>

- Participation à des ouvrages collectifs

CULOT H.

- « Sous-section 2. – Belgique », in Matthieu BUCHBERGER et Caroline COUPET (dir.), *Directives « Droit des actionnaires » 2007/36/CE et (UE) 2017/828. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2022, p. 536-543 <http://hdl.handle.net/2078/267827>
- « Le régime d'administration duale en droit des sociétés a vingt ans – Idées pour redynamiser le dualisme à la lumière des droits français, allemand et néerlandais » (avec Olivier MARESCHAL), *Gouvernance et responsabilité. Mélanges à la mémoire de Didier Willermain*, Bruxelles, Larcier, 2023, p. 223-251 <http://hdl.handle.net/2078/276414>
- « L'action minoritaire : aussi pendant la liquidation », *Feestschrift voor Koen Geens*, Roularta Media Group, 2023, p. 218-222 <http://hdl.handle.net/2078.1/278313>
- « Responsabilité des dirigeants en cas de non-paiement des dettes fiscales » (avec Olivier MARESCHAL), in Sabine GARROY et Roman AYDOGDU (coord.), *Entreprises en difficulté et fiscalité*, Limal, Anthemis, 2023, p. 257-283 <http://hdl.handle.net/2078.1/279517>

DE PIERPONT G.

- *Société à responsabilité limitée*, coll. *Répertoire pratique du droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2023, 479 p. (contribution), <http://hdl.handle.net/2078.1/278073>
- « Commentaire des articles 5 :120 à 5 :133 du Code des sociétés et des associations », in *Commentaire systématique du Code des sociétés et des associations*, suppl. 53, Liège, Kluwer, 2023, pp. 101-170, <http://hdl.handle.net/2078.1/280293>
- « Actualités sur la prescription en droit de l'entreprise », in *La prescription*, Limal, Anthemis, 2023, pp. 63-83, <http://hdl.handle.net/2078.1/280291>

LEONARD TH.

- « Liberté d'entreprise », (avec J. Salteur) in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2023, 3^{ème} éd., p. 401 à 422.

- Publication dans des revues scientifiques

CULOT H.

- « Kroniek vennootschapsrecht – Chronique droit des sociétés 2021-2022 » (avec Dirk VAN

- GERVEN), *R.P.S.-T.R.V.*, 2022/6, p. 472-494 <http://hdl.handle.net/2078/265584>
- « Libération du capital et compensation après faillite », observations sous T.E. Gand (div. Termonde), 23 novembre 2020, *J.D.S.A.*, 2022, p. 21-24 <http://hdl.handle.net/2078/270387>
 - « La personne morale n'est liée par un engagement pris en son nom avant sa constitution que si elle a repris cet engagement », observations sous T.E. Liège (div. Dinant), 20 décembre 2021, *J.D.S.A.*, 2022, p. 32-34 <http://hdl.handle.net/2078/270394>
 - « Action en comblement de passif : aussi dans les ASBL », note sous Liège, 21 juin 2022, *R.D.C.*, 2023, p. 621-625 <http://hdl.handle.net/2078/277267>
 - « Non-agrément des héritiers et rachat des actions », note sous Anvers, 13 octobre 2022, *R.D.C.*, 2023, p. 705-708 <http://hdl.handle.net/2078/277268>
 - « Pas de délai d'attente pour la démission des fondateurs d'une SRL ou d'une SC », *R.P.S.-T.R.V.*, 2023/5, p. 381-383 <http://hdl.handle.net/2078/277269>
 - « The Belgian Private Limited Without Capital: How is it Faring? », *European Company and Financial Law Review* 20(1), 2023, p. 1-26 <http://hdl.handle.net/2078/277545>
 - « Kroniek vennootschapsrecht – Chronique droit des sociétés 2022-2023 » (avec Dirk VAN GERVEN), *R.P.S.-T.R.V.*, 2023/6, p. 449-480 <http://hdl.handle.net/2078.1/278634>
 - « De positie van de kapitaalhouder bij herstructurering en de afstemming van de bepalingen van Boek XX WER over de herstructureringen op het WVV » (avec Diederik BRULOOT, Frederik DE LEO, Hans DE WULF, Dominique DE MAREZ, Gillis LINDEMANS, Jasper VAN EETVELDE, Arie VAN HOE et Marieke WYCKAERT), *Tijdschrift voor Insolventie- en Beslagrecht*, 2023/2, p. 1-3 <http://hdl.handle.net/2078.1/279290>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Organisation

CULOT H.

- 22-23 mai 2023 : « Démondialisation et re-mondialisation. Le droit au défi de la dépendance économique et de la souveraineté », colloque international organisé par l'Association internationale de droit économique à Florence.

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

CULOT H.

- 17 janvier 2023 : « The concept of the rule of law and global governance: Theoretical perspectives », exposé au colloque « The Evolving Nature of the Rule of Law in International Economic Law » à Maastricht <http://hdl.handle.net/2078/270590>
- 27 avril 2023 : « Le nouveau Code des sociétés et des associations », café-conseil UCM, Bruxelles.
- 22 mai 2023 : « L'instrument anti-coercition », exposé au colloque « Démondialisation et re-mondialisation. Le droit au défi de la dépendance économique et de la souveraineté » organisé par l'Association internationale de droit économique à Florence.
- 25 mai 2023 : « Le financement par capitaux propres. Nouvelles opportunités offertes par le Code des sociétés et des associations », exposé au séminaire « Le financement des PME » organisé par Vanham & Vanham à Bruxelles.
- 30 mai 2023 : « Adaptez votre société au Code des sociétés et des associations avant le 31 décembre 2023 », exposé au séminaire Compta Days organisée par SDWorx à Liège.
- 13 juin 2023 : « Les conventions d'actionnaires dans la pratique » (avec Edouard-Jean NAVEZ), exposé au séminaire « Les conventions d'actionnaires comme instrument de gouvernance des sociétés » organisé par le Centre d'Études de Droit Comptable et Fiscal à Bruxelles.

- 18 août 2023 : « Quelques nouvelles possibilités pour la mise à jour des statuts des sociétés », formation organisée par Lexdura, en ligne.
- 21 septembre 2023 : « La SRL : quelques points d'attention pour la mise à jour des statuts », webinaire organisé par Larcier.
- 7 novembre 2023 : « Responsabilité des dirigeants en cas de non-paiement des dettes fiscales » (avec Olivier MARESCHAL), après-midi d'études « Entreprises en difficulté et fiscalité » organisé par le Tax Institute de l'Université de Liège à Liège.

DE PIERPONT G.

- 6, 13 et 20 octobre 2023 : Oratrice lors du cycle de conférences de la CUP sur le thème de « Actualités sur la prescription en droit de l'entreprise ».

SCHULTZ G.

- 4 avril 2023 : Nouveautés en droit de la consommation – La « nouvelle » garantie légale de conformité. *Midi de la formation de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles en comodal* <http://hdl.handle.net/2078.3/274081>

Valorisation de la recherche (on vise ici les interventions qui s'adressent à des publics non académiques ou qui les associent étroitement à la production de savoirs (intervention dans les médias, cours-conférence, blogs, missions d'expertise, audition par des commissions, etc.)

SCHULTZ G.

- « Les contenus et services numériques désormais “garantis” ! », In : *La Libre Belgique*, Vol. 28 janvier 2023, no.1, p. 1 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.3/271551>
- « Renégocier ou mettre fin à un contrat : la loi a été modernisée », In : *La Libre Belgique*, Vol. 11 mars 2023, no.1, p. 1 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.3/273514>
- « Le consommateur en retard de paiement est désormais mieux protégé », In : *La Libre Belgique*, Vol. 10 juin 2023, no.1, p. 1 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.3/276034>
- « Quels sont nos droits en cas d'annulation ou de retard de train ? », In : *La Libre Belgique*, Vol. 23 septembre 2023, no. 1, p. 1 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/278488>
- « Voyages : vos droits en cas de “circonstances extraordinaires” », In : *La Libre Belgique*, Vol. 4 novembre 2023, no.1, p. 1 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/279920>

Projets futurs

COLLOQUE BISANNUEL DU CENTRE 2025 : « LE DROIT PRIVE FACE AUX GRANDS DEFIS SOCIETAUX »

L'objet du colloque est celui de la mobilisation du droit privé existant pour limiter, voire sanctionner les comportements privés qui souvent provoquent les grandes crises et dérèglements de nos sociétés (réchauffement climatique, disparition de la bio-diversité etc.) ou ne se modifient pas malgré les dommages causés. Si ces comportements sont rendus possibles et protégés par tout l'arsenal juridique du droit privé (droit des obligations, droit des contrats, exécution et protection des grandes libertés économiques etc), celui-ci ne contient-il pas en lui-même les correctifs et sanctions qui pourraient -à droit constant- jouer un rôle décisif dans l'urgence de la gestion desdites crises et défis sociaux ?

Contributeur·trice·s : A. Arnould ; M. Berlingin ; C. Bockstael ; P. Boreux ; S. Brachotte (Paris) ; V. Brusselmans ; V. Cassiers ; H. Culot ; C. de Callatay ; A. de Cooman ; O. de Cuyper ; G. de Pierpont ; N. de Sadeleer ; N. Daubies ; L. Debroux ; B. Delange ; C. Delforge ; R. Feltkamp (VUB) ; J.-Fr. Germain ; J.-T. Godin ; V. Hanon de Louvet ; A. Hoc ; A. Lachapelle (UNamur) ; P. Lambrecht ; S.

Parsa ; M. Petel ; A. Ruelle ; G. Schultz ; A. Strowel ; N. Van Damme ; J.-F. Van Drooghenbroeck ; N. Vander Putten ; J. Van Meerbeeck ; S. Vanvrekom.

IV.2.6. PROTECTION ET DROIT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, DROIT DE L'INTERNET ET DU NUMÉRIQUE, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROIT DES MÉDIAS

Cet axe de recherche s'intéresse aux conséquences juridiques liées à l'innovation, tant dans sa dimension numérique et technologique que dans celle relative à la protection juridique attachée à la création artistique ou à l'innovation technique. Les enjeux relatifs à l'innovation et à l'internet inondent de nombreux champs juridiques et offrent d'importantes perspectives de recherche, tant les questions juridiques soulevées sont nombreuses et souvent inédites. L'on peut notamment évoquer l'évolution croissante de la place prise par la propriété intellectuelle et son adaptation à l'environnement numérique, l'inévitable développement du droit des données (qu'elles soient à caractère personnel ou non) et du droit du numérique, le rôle grandissant des plateformes, ou encore l'adaptation du droit des médias au regard de la digitalisation.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

CRUYSMANS E.

- « Les contours du droit à l'oubli numérique », *Dialogues avec la Cour européenne des droits de l'homme*, 22 septembre 2023, salle des examens de l'Université Saint-Louis – Bruxelles

IV.2.7. GESTION DES CONFLITS

Le Groupe de recherche sur les modes de gestion des conflits est un collectif interdisciplinaire et interuniversitaire créé en 2017 à l'initiative d'enseignant·es-chercheur·euses de l'USL-B, et qui collabore avec des enseignant·es-chercheur·euses de l'UCLouvain et de l'UNamur ainsi que des praticien·nes de terrain reconnu·es dans leurs domaines d'expertise.

Sa création s'inscrit dans la continuité de l'expérience acquise par les trois universités d'alors en matière de formation à la médiation – voy. les Certificats inter-universités en médiation –, et de projets de recherche menés jusqu'alors sans profiter de toutes les synergies que peut offrir un réseau structuré. Elle repose sur un souhait partagé de contribuer à développer la recherche, fondamentale et appliquée, mono-, pluri- et interdisciplinaire, sur le conflit et ses modes de prévention et de gestion, en tenant compte de la diversité des pratiques qui peuvent en relever. L'intention affirmée est, en effet, de ne se limiter ni à un mode de gestion des conflits en particulier (décision judiciaire, arbitrage, négociation, médiations, droit collaboratif, conciliation, tierce décision obligatoire, thérapies, etc.) ni à une approche juridique de ceux-ci.

Lors de sa création, le Groupe de recherche s'est assigné les objectifs suivants :

1. Connaître et comprendre le conflit et ses différents modes de gestion, ainsi que les spécificités de ceux-ci ;
2. Identifier les difficultés qui peuvent résulter de chacun de ces modes ;
3. Réfléchir aux solutions permettant de contribuer à résoudre ces difficultés.

Depuis sa création, le Groupe de recherche a organisé des colloques et séminaires (Réforme du Code

judiciaire intervenue 2018, Neutralité du médiateur en 2019, Le silence en médiation en 2023²¹), un cycle de conférences (Les écrits de la médiation selon le Code judiciaire en 2022) et a publié un imposant ouvrage sur le conflit (2020). 2025 sera l'occasion d'un colloque sur les 20 ans de la loi sur la médiation.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

DELFORGE C.

- « La dimension contractuelle des écrits de la médiation et ses incidences - Questions spéciales en droit comparé France - Belgique », Formation permanente « médiation » (avec BERGEAUD-WETTERWALD) organisée par l'IMEF²², le 9 décembre 2023 (journée), à Dison.

Valorisation de la recherche (on vise ici les interventions qui s'adressent à des publics non académiques ou qui les associent étroitement à la production de savoirs (intervention dans les médias, cours-conférence, blogs, missions d'expertise, audition par des commissions, etc.)

DELFORGE C.

- *Code de la médiation*, Bruxelles, Larcier, Coll. « Essentiels » (avec RENSON P.-P.), 2023, 12^e édition, 142 p. (ISBN 978-2-8079-4161-8)

IV.2.8. DROIT DU TRAVAIL

Les interactions entre le droit public et le droit du travail, notamment au niveau local (CPAS, communes, etc.). Les interactions entre le droit de l'enseignement et le droit du travail. Les impacts du droit européen sur le droit du travail belge, notamment en matière de transfert d'entreprise, de durée du travail et de santé-sécurité au travail. Plus généralement, dans la dimension de protection/règlementation du travail et dans la dimension droit du travail individuel, la question de savoir s'il existe quelque chose comme un droit de l'administration du travail par les employeurs, qui ne serait pas sans rappeler certaines caractéristiques du droit administratif ?

IV.2.9. DROIT ROMAIN

La recherche en droit romain reposant sur différents piliers dont les implications relèvent également de l'ESPR, du SIEJ et du CRHIDI, seule est évoquée ici la recherche en droit privé.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Publications

- Participation à des ouvrages collectifs

COLPAINT E.

- « L'élaboration d'une normativité en droit des gens : le recours au discours historique dans le *De legationibus* d'Alberico Gentili ». In: *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, (2023) (Accepté/Sous presse). <http://hdl.handle.net.usaintlouis.idm.oclc.org/2078/279800>

²¹ A l'initiative et sous la direction de M. Garcia et du *Certificat inter-universités en médiation – formation générale*.

²² Institut Médiation Espace Francophone. Site internet : <http://www.imef.be>.

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

COLPAINT, E.

- 30 et 31 mars 2023 : « L'élaboration d'une normativité à base historique dans *De legationibus d'Alberico Gentili* ». *Belgisch-Nederlandse Rechtshistorische Dagen* à la KULeuven <http://hdl.handle.net.usaintlouis.idm.oclc.org/2078.3/274514>

IV.2.10. DROIT DES PERSONNES, DE LA FAMILLE ET DES RÉGIMES MATRIMONIAUX

Cet axe consacré au droit de la personne, de la famille et de son patrimoine se déploie dans plusieurs directions : recodification en droit des régimes matrimoniaux et en droit successoral ; statut du mineur en matière personnelle et patrimoniale (spécialement en matière bancaire) ; statut des couples (réforme envisagée de la cohabitation légale et de fait, spécialement en matière successorale) ; droit de la filiation actuel et futur ; tribunal de la famille ; familles recomposées.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Publications

- Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéros de revue

TAINMONT F.

- *Cohabitation légale et de fait : état des lieux et perspectives*, N. Dandoy et F. Tainmont (éd.), 9^e Journée d'études juridiques Jean Renaud, coll. Patrimoine et Notariat, Bruxelles, Larcier, 2023, 494 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/276461>

- Participation à des ouvrages collectifs

TAINMONT F.

- « La donation résiduelle. Quelques points d'attention », in *Livre de fête à l'occasion du centenaire du Comité d'études et de législation*, Bruges, die Keure, 2023 de la Fédération Royale du Notariat belge, 2023, pp. 391 à 410. <http://hdl.handle.net/2078.1/280942>
- « Quelle place pour le partenaire survivant ? », in *Cohabitation légale et de fait : état des lieux et perspectives*, N. Dandoy et F. Tainmont (éd.), 9^e Journée d'études juridiques Jean Renaud, coll. Patrimoine et Notariat, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 413 à 458. <http://hdl.handle.net/2078.1/276487>
- « L'évolution des droits du conjoint survivant en Belgique : regard comparatif », in F. Labelle et J. Houssier (éd.), *Les 20 ans de la loi du 3 décembre 2001 réformant le droit des successions. Les droits du conjoint survivant : bilan et perspectives*, Paris, Dalloz, 2023, pp. 19 à 29. <http://hdl.handle.net/2078.1/276489>

- Publication dans des revues scientifiques

TAINMONT F.

- « Les contours de la recodification du droit des régimes matrimoniaux par la loi du 19 janvier 2022 », *Rev. not. b.*, 2023, pp. 36 à 69. <http://hdl.handle.net/2078.1/276566>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Participation, avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)

TAINMONT F.

- 26 janvier 2023 : « Les contours de la recodification du droit des régimes matrimoniaux par la loi du 19 janvier 2022 », exposé dans le cadre du colloque relatif à la recodification des livres 2.3 et 4 du Code civil, organisé à Louvain-la-Neuve par la Revue du notariat belge.
- 16 mars 2023 : « Les testaments. Quelques points d'attention », conférence à l'attention des Estate planners de la banque BNB Paribas Fortis organisée à Bruxelles.
- 14 et 15 septembre 2023 : « Les avantages matrimoniaux », Université d'été des notaires
- 14 décembre 2023 : « L'exigence de cohérence du régime matrimonial », Colloque Tapas de droit notarial 2023

IV.2.11. DROIT JUDICIAIRE

L'organisation judiciaire, la compétence, la procédure, les voies de recours et le droit de l'exécution constituent les parties essentielles de la matière du droit judiciaire privé. Chacune de ces parties donne et peut donner lieu à recherche tant dans ses aspects techniques qu'à propos des principes fondamentaux de justice et de démocratie véhiculés.

La matière de la procédure est peut-être celle qui, ces dernières années, a connu la plus grande évolution, tant au plan de la technique que des principes. Les principes directeurs classiques du procès (principe dispositif et principe du contradictoire) ont évolué et changé. D'autres principes (loyauté procédurale et célérité) sont apparus. L'équilibre entre toutes ces exigences est difficile à atteindre et les règles techniques adoptées récemment, par le législateur, en sont le meilleur témoignage.

Les voies de recours, et particulièrement l'appel, font par ailleurs l'objet de réflexions nouvelles. Longtemps considéré comme une voie d'achèvement du litige, l'appel pourrait redevenir, sous l'influence d'une certaine doctrine, une voie de réformation du premier jugement. L'enjeu au niveau des principes est considérable : il s'agit de l'étendue du droit au double degré de juridiction.

Sur le plan international, enfin, la mobilité des biens, des services, des capitaux, des personnes, des familles engendre la multiplication des litiges transfrontaliers. Des règles adaptées à ces situations, forcément plus difficiles, s'élaborent progressivement, en particulier au sein de l'Union européenne. L'heure est encore à l'analyse rigoureuse des premières retombées de ce nouveau droit. Il s'agira bien vite d'en dresser les bilans aux fins d'en rechercher l'amélioration et, le cas échéant, d'envisager et accompagner la poursuite du processus d'intégration.

Recherches menées dans le cadre de l'axe (y compris les thèses)

Publications

- Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéros de revue

HOC A.

- *Les délais en matière civile : questions d'actualité*, coll. UB3, Bruxelles, Larcier, 2023 (à paraître).
- *Le point sur les défenses en droit judiciaire* (avec FR. BALOT), coll. Conf. Jeune Barreau de Bruxelles, Bruxelles, Larcier, 2023. <http://hdl.handle.net/2078.1/280137>

VAN DROOGHENBROECK J.-F.

- L'audience, éd. Van Drooghenbroeck, Jean-François ; Pierre Emmanuel Cornil (Le Pli juridique), Anthemis : Limal, 2023. 978-2-8072-1102-5. 246 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/274362>
- L'audience dans tous ses états, éd. Van Drooghenbroeck, Jean-François ; Pierre Emmanuel Cornil (Le Pli juridique; 63), Anthemis: Limal, 2023. 978-2-8072-1049-3. 33 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/274366>
- Le droit judiciaire notarial entre épines et broussailles, éd. Van Drooghenbroeck, Jean-François ; De Boe, Cécile ; Réginal Wauters, Larcier Intersentia (Patrimoine et notariat), Larcier Intersentia : Bruxelles, 2023. 978-2-8079-4190-8. 364 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/279861>
- Les conclusions en matière civile : actualités et perspectives, 2023 (4U eConférences en droit), Anthemis : Limal, 2023. 978-2-8072-1128-5. 63 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/276933>

- Monographies

HOC A.

- *Introduction au droit. Fondements du droit belge, européen et international*, 2^e éd., coll. Fac. de droit de l'UNamur, Bruxelles, Larcier, 2023. <http://hdl.handle.net/2078.1/280133>

Participation à des ouvrages collectifs

GILLET A.

- « Forme, contenu et échange des conclusions : actualités jurisprudentielles », in J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Les conclusions en matière civile : actualités et perspectives*, coll. E-Conférences en droit 4U, Limal, Anthémis, 2023, pp. 7-42. <http://hdl.handle.net/2078/276753>
- « Plaider n'est pas conclure - Des moyens et demandes formulés oralement à l'audience », in *L'audience* (dir. J.-Fr. van Drooghenbroeck et P.E. Cornil), Limal, Anthemis, 2023, pp. 43 à 62. <http://hdl.handle.net/2078/276752>
- « La procédure d'arrêt des actes et travaux infractionnels », in *La délinquance urbanistique et environnementale en Région de Bruxelles-Capitale et en Région wallonne – Aspects pratiques et comparés* (sous la dir. de B. Havet), Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 423 à 456. <http://hdl.handle.net/2078/276754>

HOC A.

- « Forme, contenu et échange des conclusions : actualités jurisprudentielles », in J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Les conclusions en matière civile : actualités et perspectives*, coll. E-Conférences en droit 4U, Limal, Anthémis, 2023, pp. 7-42. <http://hdl.handle.net/2078/276753>
- « Inventaire de ce quoi ou peut être acté à l'audience en matière civile », (avec MARINX, M.), in P.E. CORNIL et J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *L'audience*, Limal, Anthémis, 2023, pp. 101-130. <http://hdl.handle.net/2078.1/280130>
- « La jonction des causes en degré d'appel », in S. MENETREY (dir.), *Actualités de droit judiciaire*, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 57-72. <http://hdl.handle.net/2078.1/280127>
- « Propos introductifs » (avec BALOT, Fr.), in Fr. BALOT et A. HOC (dir.), *Le point sur les défenses en droit judiciaire*, coll. Conf. Jeune Barreau de Bruxelles, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 9-13. <http://hdl.handle.net/2078.1/280126>

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- « La saisine du tribunal de la famille en cours de phase notariale de la liquidation-partage ». In: Cécile De Boe, Jean-François van Drooghenbroeck et Réginal Wauters, *Le droit judiciaire notarial entre épines et broussailles* (Patrimoine et notariat), Larcier Intersentia : Bruxelles, 2023, p. 129-180. 978-2-8079-4190-8. <http://hdl.handle.net/2078.1/279862>

- « Les effets risqués de la réformation du jugement ordonnant la vente publique d'un immeuble ». In: Cécile De Boe, Jean-François van Drooghenbroeck et Réginal Wauters, *Le droit judiciaire notarial entre épines et broussailles (Patrimoine et notariat)*, Larcier Intersentia : Bruxelles, 2023, p. 305-322. 978-2-8079-4190-8. <http://hdl.handle.net/2078.1/279864>
- « Audience interactive et droits de la défense ». In: J-F van Drooghenbroec et P. E. Cornil, *L'audience (Le Pli juridique)*, Anthemis: Limal, 2023, p. 131-154. 978-2-8072-1102-5. <http://hdl.handle.net/2078.1/274363>
- « Le juge belge de la mise en état : un bon à rien (d'autre) ? ». In: Redelijk eigen-zinnig. Liber amicorum Eric Brewaeys, Philippe Colle, Erna Guldix en Bruno Maes, KnopsPublishing: Herentals, 2023, p. 901-918. 13:978-9-4603-5549-3. <http://hdl.handle.net/2078.1/269627>
- « Réduire la longueur des conclusions ». In: J-F van Drooghenbroeck (dir.), *Les conclusions en matière civile: actualités et perspectives (4U eConférences en droit)*, Anthemis: Limal, 2023, p. 43-63. 978-2-8072-1128-5. <http://hdl.handle.net/2078.1/276935>

- Publication dans des revues scientifiques

GILLET A.

- « L'information sur les voies de recours : le législateur intervient », *J.T.*, pp. 93-98. <http://hdl.handle.net/2078.1/272995>
- « L'information du justiciable quant aux voies de recours, composante essentielle du droit d'accès au juge (obs. sous Const. (b.), arrêt no 23/2022, 10 février 2022 », *Rev. Trim. Dr. H.*, pp. 487 à 507. <http://hdl.handle.net/2078/274277>

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- « Indemnité de procédure et principe dispositif ». In : *Journal des tribunaux*, Vol. 2023, no.6932, p. 174-176 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/273386>
- « L'annulation d'office d'un contrat par le juge : volte-face de la Cour de cassation ». In : *Journal des tribunaux*, Vol. 142, no.6948, p. 439-442 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/278144>
- « De procédure d'appel en présence d'une demande principale et d'une demande reconventionnelle ». In : *Journal des tribunaux*, Vol. 142ème année, no.6927, p. 85-86 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/272257>
- « L'annulation d'office d'un contrat par le juge : volte-face de la Cour de cassation ». In : *Les Pages : obligations, contrats et responsabilités*, Vol. 2023, no.151, p. 2 (2023). <http://hdl.handle.net/2078/279472>
- « Régularisation des actes de procédure non signés : avant l'audience et avec effet rétroactif ». In : *Journal des tribunaux*, Vol. 142, no.6937, p. 249-252 (2023). <http://hdl.handle.net/2078.1/274364>

Colloques, séminaires et autres activités scientifiques

- Organisation

HOC A.

- Colloque « Le point sur les défenses en droit judiciaire » qui s'est tenu le - 12 janvier 2023 sous l'égide de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles.
- Colloque « Les délais en matière civile : questions d'actualités » qui se tiendra le 18 décembre 2023 dans le cadre des conférences UB3.

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- 26 juin 2023 : Une conférence sur « Les conclusions en matière civile. Actualités et perspectives », 4U Conférence.

- 20 avril 2023 : Un colloque sur « L’audience » (Bâtonnier Pierre E. Cornil), Charleroi, Conférence du Jeune Barreau de Charleroi.
- 9 novembre 2023 : Un colloque sur « Le droit judiciaire notarial entre épines et broussailles » (Cécile De Boe, Réginal Wauters, co-dir.), UCLouvain – CF de la Fédération du Notariat, Louvain-la-Neuve.

V. ACTIVITES TRANSVERSALES

LES RECYCLAGES EN DROIT

Directeur scientifique : VANVREKOM S.

- E-CONFERENCES EN DROIT (4U)

Les cycles de conférences 4U sont organisés à l’initiative de l’Université catholique de Louvain, de l’Université Saint-Louis — Bruxelles (désormais UCLouvain, campus Saint-Louis Bruxelles) et de l’Université de Namur. Ces conférences se déroulent sous la forme de cycles regroupant au minimum trois exposés et ont lieu certains jeudis en visioconférence de 17h à 19h. Un support écrit est publié pour chaque cycle aux éditions Anthemis.

Cycles organisés et à venir en 2023 :

- « Le droit de plainte et le contentieux administratif pénitentiaire », M.-A. BEERNAERT et D. RENDERS (coord.), organisé le 16 mars 2023.
- « Les conclusions en matière civile : actualités et perspectives », J.-F. VAN DROOGHENBROECK (coord.), organisé le 25 mai 2023.
- « Les visites de locaux par l’administration fiscale : état des lieux jurisprudentiel », F. STEVENAERT MEEÛS (coord.), organisé le 21 décembre 2023.

- UB3

Depuis 2013-2014, l’Université Saint-Louis - Bruxelles était partenaire de l’ULB et de l’Ordre français du barreau de Bruxelles dans le cadre de l’organisation des cycles de conférence UB³. Cette collaboration se poursuit au-delà de la fusion, avec une participation active du campus Saint-Louis Bruxelles.

Un ouvrage est publié aux éditions Larcier pour chaque cycle de conférences.

Ces conférences sont ouvertes gratuitement (sans ouvrage) aux étudiant·e·s.

Cycles organisés et à venir en 2023 :

- « Actualités de droit judiciaire », S. MENETREY (coord.), organisé le 13 février 2023 à l’Université libre de Bruxelles
- « Actualités en droit de la construction », S. VANVREKOM (coord.), organisé le 20 mars 2023 à l’Université libre de Bruxelles
- « Le droit social sectoriel, un monde méconnu », E. DERMINE (coord.), organisé le 24 avril 2023 à l’Université libre de Bruxelles
- « Fraternité et Droit », F. TULKENS (coord.), organisé le 20 septembre 2023 au Barreau de Bruxelles

- « L'autonomie de la volonté en droit de la famille », S. PFEIFF (coord.), organisé le 16 octobre 2023 à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles
- « Litiges en droit des sociétés », H. CULOT (coord.), organisé le 20 novembre 2023 à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles
- « Les délais en matière civile : questions d'actualité », A. HOC (coord.), organisé le 18 décembre 2023 à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles.

LES MIDIS DU CENTRE DE DROIT PRIVE

Depuis l'année académique 2013-2014, des réunions sont mensuellement organisées durant un temps de midi. La plupart de ces réunions consacrent un moment spécifique à la présentation d'une recherche menée par un·e membre du Centre ou un·e conférencier·ère externe, laquelle présentation est suivie d'un temps d'échange. Certaines réunions portent sur l'amélioration du fonctionnement du Centre et/ou un échange entre les équipes pédagogiques.

Réunion à contenu scientifique tenues ou prévues en 2023 :

- 9 février : S. LARIELLE (UCLouvain) : « Le changement de posture et de fonctionnement de groupe ».
- 21 mars : A. MICHEL (KULEUVEN) : « L'obsolescence prématurée ».
- 24 avril : C. JOISTEN (ULiège) « Le lien de causalité, la perte de chance et la responsabilité proportionnelle : navigation dans le triangle des Bermudes ».
- 25 mai : I. YOUNGBARE (THOMAS SANKARA, BURKINA FASO) : « Le juge d'appui du contrat ».
- 23 octobre : M. CAVITTE (UCLouvain) : « La droit privé et notre climat : l'état de la science ».
- 27 novembre : N. DE SADELEER (UCLouvain) : « Panorama des règles européennes et propos iconoclastes sur le rôle du droit européen pour juguler les crises climatiques et environnementales ».

COLLOQUE CONSACRE AUX PRINCIPES GENERAUX DU DROIT PRIVE

Le CePri organise des colloques bisannuels consacrés à des questions transversales de droit privé depuis 2015²³. Les actes de ces colloques, auxquels participent plusieurs membres du Centre, sont publiés chez Anthemis.

Le colloque de l'année 2023 a été consacré aux principes généraux du droit privé et a été coordonné par NINANE Y. ET VAN MEERBEECK J. Plusieurs membres du Centre sont intervenu·e·s lors de celui-ci et ont rédigé une contribution publiée dans un ouvrage intitulé *Les principes généraux du droit privé*.

Un colloque s'est tenu en bi modal à l'Université Saint-Louis - Bruxelles le 13 mars 2023.

GRANDS ARRETS EN MATIERE DE « BAIL ECONOMIQUE »

Coordinateurs du projet pour le Centre : JADOU L. ET NINANE Y.

Membres participant au projet : DEBROUX L., FRUY G., JADOU L., LEGRAND O., MALHAIZE L., NINANE Y., PARS A S., STANDAERT F., VANVREKOM S.

²³ *Les défauts de la chose* (coord. C. DELFORGE ET J. VAN ZUYLEN) en 2015, *Les nullités en droit privé* ((coord. C. DELFORGE ET J. VAN MEERBEECK) en 2017, *La distinction entre droit public et droit privé* (coord. J. VAN MEERBEECK, P-O DEBROUX, B. LOMBAERT ET TH. LÉONARD), en collaboration avec le CIRC, en 2019 et *Le fait d'autrui – Responsabilités contractuelle et extracontractuelle* (coord. C. DELFORGE ET J. VAN ZUYLEN) en 2021.

La recherche cible le bail de droit commun et le bail commercial. Conformément à la ligne éditoriale de la collection, le projet a identifié une cinquantaine d'arrêts de la Cour de cassation, qui sont commentés. La publication se fera chez Larcier.

Les trois quarts des contributions ont été écrites. Certaines doivent encore être relues et, le cas échéant, adaptées. Toutes les décisions ont par ailleurs été attribuées. Le projet sera poursuivi et, si possible, achevé durant l'année académique en cours.

CHRONIQUE EN RESPONSABILITE CIVILE AQUILIENNE SUR LE FAIT D'AUTRUI ET DES CHOSES (ARTICLES 1384 A 1386 DE L'ANCIEN CODE CIVIL)

Ce projet collectif de chronique en droit de la responsabilité aquilienne s'inscrit dans le prolongement de celle publiée en début d'année 2020 et portant sur les articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil (in *R.C.J.B.*).

Coordinatrice du projet pour le Centre : C. DELFORGE

Membres participant au projet : T. COPPEE, Fr. CUVELIER, M.-H. DE CALLATAÿ, J. DELLA FAILLE, V. DE RADIGUES, S. LARIELLE, avec la collaboration de M. DEFOSSE et V. NICAISE.

PARCOURS E-LEARNING (APPRENTISSAGE NUMERIQUE) SUR LA REFORME DU CODE CIVIL

La Belgique, à l'instar de la France, a entrepris en 2015, une réforme de grande ampleur de son Code civil de 1804. La réforme porte sur les matières préférentielles du Centre, à savoir les droits de la famille, des biens, des contrats spéciaux, de la preuve et de la responsabilité civile extracontractuelle. Dans ce contexte, suite à l'adoption du livre 5 du (nouveau) Code civil en juin 2022, le Centre a initié un parcours d'e-learning portant sur les réformes successives des divers livres du Code civil.

Coordinateur·trice·s du projet pour le Centre : JADOUL P. (DROIT DES OBLIGATIONS), BERNARD N. ET DESPRET A. (DROIT DES BIENS) ET HOC A. (DROIT DE LA PREUVE).

Membres participant au projet : CRUYSMANS E., DE COOMAN A., DEBROUX L., FRUY G., HANON DE LOUVET V., JADOUL P., MALHAIZE L., NINANE Y., PARS A S., SCHULTZ G., STANDAERT F., avec la collaboration de I. YOUNGBARE (Chercheur doctorant ARES accueilli par le Centre en 2023).

Le projet est actuellement centré sur 3 thématiques : le droit de la preuve (livre 8 du Code civil), le droit des biens (livre 3 du Code civil) et le droit des obligations (livre 5 du droit du Code civil). Dès l'adoption des nouveaux livres du Code civil, de nouveaux thèmes viendront compléter le parcours (contrat, responsabilité civile, prescription principalement).

Les parcours prennent la forme de capsules d'une durée maximale de 20 minutes.

Actuellement, une vingtaine de capsules seront consacrées au livre 5 du Code civil et d'une dizaine au livre.

Les capsules seront diffusées par Anthemis et ensuite mises en ligne sur le site Internet du CePRI.

Les premiers enregistrements ont eu lieu en janvier 2023 et sont disponibles.

COMITÉ DE RÉDACTION D'UNE REVUE OU D'UNE COLLECTION

DELFORGE C.

- Membre du Comité scientifique de la revue *Journal des modes alternatifs*, Larcier
- Membre du Comité éditorial de la *Revue interdisciplinaire d'études juridiques (R.I.E.J.)*, USL-B
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue Générale de Droit Civil Belge (R.G.D.C.)*
- Membre du Comité scientifique de la « Revue de droit commercial » (R.D.C.)
- Membre du comité de rédaction la revue *Droit de la consommation / Consumentenrecht* (Larcier)
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue européenne de droit de la consommation (R.E.D.C.)*, (Larcier)
- Membre du Comité scientifique de la revue *Cahier du juriste* (Bruylant)

NINANE Y.

- Y. NINANE est membre du comité de rédaction de la *Revue de Droit Commercial Belge – Tijdschrift voor Belgisch Handelsrecht* (Larcier).

VI. RELATIONS INTERNATIONALES

6.1 Collaboration avec des centres de recherche, instituts et collègues (le cas échéant renvoi à une rubrique supra).

CUVELIER F.

- Collaboration aux travaux du GRERCA²⁴ (voir *supra* V.2.4)

DELFORGE C. :

- Collaboration aux travaux du GRERCA²⁵ (voir *supra* V.2.4)
- Collaboration avec A. BERGEAUD-WETTERWALD A., Professeure en droit privé et sciences criminelles de la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux : recherche en vue d'une formation et d'une publication sur la dimension contractuelle de la médiation (voir *supra* V.2.7.)

HOC A.

- 4 et 5 mai 2023 : Participation au colloque "Les principes directeurs émergents du procès civil" qui s'est tenu à Rome à l'Université Tor Vergata

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- 4 et 5 mai 2023 : Participation au colloque "Les principes directeurs émergents du procès civil" qui s'est tenu à Rome à l'Université Tor Vergata

6.2 Accueil de chercheurs étrangers

VII. COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

YOUGBARE I., accueilli par le Centre dans le cadre des bourses ARES de coopération au développement : séjour de recherche en 2023 : du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023

²⁴ Groupe de recherche européen sur la responsabilité civile et l'assurance.

²⁵ Groupe de recherche européen sur la responsabilité civile et l'assurance.

Un séjour post-doctoral est en projet pour 2024.
Promotrice pour le Centre : DELFORGE C.

VIII. DEMANDE DE SUBSIDES (BUDGET PREVISIONNEL DETAILLE)

Le Centre de droit privé présente au Conseil de recherche une demande de financement afin de continuer à mener à bien les projets présentés dans le présent rapport d'activités, notamment les projets de colloques ainsi que les ouvrages collectifs, chroniques et examens de jurisprudence dont il a la charge et qui contribuent à accroître tant sa visibilité et celle de ses membres que celle de l'Université.

Détail de la demande :

Aide à la préparation de colloques et à la publication d'actes en 2025	1.500,00 EUR
Projets collectifs de recherche (dont spéc. la revue « <i>Les Pages</i> » et les examens et chroniques de jurisprudence) :	1.000,00 EUR
Participation des membres à des séminaires/réunions scientifiques, colloques, voyages d'études (En ce compris les frais de déplacement) :	1.000,00 EUR
Mise à jour et développement du site internet :	1.000,00 EUR

	4500,00 EUR